



Terrains
du siècle

La société militaire à Madagascar

Une question d'honneur(s)

Olivier Vallée

KARTHALA

Ce livre est né d'une interrogation, voire d'un paradoxe, suite au renversement en 2009 à Madagascar de Marc Ravalomanana par Andry Rajoelina. Alors que le pays traverse de nouveau une grave crise politique, économique et sociale, pourquoi l'armée n'a-t-elle pas conservé le pouvoir que lui avait remis le président déchu et préféra-t-elle le confier au maire de la capitale ? La sociologie historique de la société militaire malgache offre de nombreuses réponses à ce choix, tout en révélant la nature symbolique et les faiblesses réelles des « Forces de sécurité » de ce pays.

La genèse de l'armée malgache débute au cours de la période précoloniale avec les guerres entre les différents royaumes de l'île. L'occupation française infléchira alors son rôle jusqu'à l'Indépendance. Les différentes phases politiques postcoloniales paracheveront la formation d'une corporation d'officiers qui ne se caractérise pas uniquement par le fait d'être des « hommes en armes ». Une élite « martiale » spécifique s'est bien constituée, perpétuée et adaptée à travers l'histoire.

Loin de représenter une continuité identitaire, il s'agit plutôt ici de formes de réinventions selon des contextes, rapidement globaux, mais dépendant cependant de la structure sociale et économique insulaire et des références à la communauté imaginée malgache. Se consolide ainsi une société militaire située ailleurs, dans une hétérotopie qui alimente ses répertoires d'action et de représentation et la disculpe de ses failles et de ses échecs.

Le néo-libéralisme des années 2000 ouvre alors la voie à une « bureaucratie galonnée » où s'encastrent les officiers et suscite une gouvernance criminelle accentuée sous le régime de la Haute Autorité de Transition. La figure du chef militaire se retrouve ainsi à la croisée des réseaux de pouvoir et d'affaires, poursuivant des trajectoires singulières dans les registres de la coercition, de la gestion et de la complicité avec l'accumulation oligarchique des richesses.

Né à Madagascar, Olivier Vallée est économiste et politiste, il a travaillé pendant 38 ans surtout en Afrique et plus particulièrement à Madagascar de 2011 à 2014, période de la Haute Autorité de Transition. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages traitant de ce continent dont Le prix de l'argent CFA (Karthala, 1989) et La Police morale de l'anticorruption (Karthala, 2010), issu d'une thèse soutenue à la Sorbonne en 2008.

Collection Terrains du siècle

dirigée par Stéphane Devaux



24 €

ISBN : 978-2-8111-1835-8

LA SOCIÉTÉ MILITAIRE À MADAGASCAR.

UNE QUESTION D'HONNEUR(S) ?

KARTHALA sur Internet :

www.karthala.com

Paieinent sécuirisé

© Éditions Karthala, 2017

ISBN 978-2-8111-1835-8

Olivier Vallée

**La société militaire à
Madagascar.
Une question d'honneur(s) ?**

Éditions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris

1

L'hydre militaire

L'histoire de Madagascar, et ce jusqu'à la période actuelle, révèle une trajectoire originale du fait militaire. Cette question sera abordée plus par la sociologie politique qu'à travers un exercice d'historien. Si ces auteurs ne sont pas souvent cités, la référence aux idéaux types et aux configurations sociologiques indique le recours structural à Weber et Elias. Les problématiques, très contemporaines, du retour ou de l'impuissance des institutions militaires, dans d'autres contextes, sont rappelées afin de les rapprocher de la situation malgache, et ainsi de l'interroger.

Le point de départ de cette recherche repose sur le questionnement de l'apparente irrationalité politique du comportement des chefs et responsables de l'armée malgache lors de la période récente de la Haute Autorité de Transition (2009-2013). Le bouleversement constitutionnel de 2009, suite au coup d'État témoigne certes d'une remise en cause du commandement militaire et de l'irruption de colonels dans le champ politique. Pourtant ces changements dans l'ordre civil et les pratiques de l'armée ne se sont

traduits ni par l'affirmation de la société militaire, ni par le renforcement du pouvoir de l'État. Le renversement du président de la République élu a plutôt favorisé le retour aux affaires d'une classe politique peu renouvelée autour d'un chef de la transition, jeune et faible. Cependant l'évolution du nouveau régime dit de transition allait dévoiler les ressorts anciens et la soif de pouvoir des membres de la société militaire malgache. Pour ce faire, il fallait ne plus voir l'armée comme une institution modèle, « cantonnée » dans son « en soi » et tenir compte de son intrication avec la société civile et l'État. L'institution militaire ne peut pas plus échapper aux tensions de son environnement qu'aux plis de l'histoire. Au sein des cercles les plus orthodoxes, tels que le monastère ou la caserne, la subsistance de subjectivations a un impact sur l'ensemble sociétal et sa temporalité. La « transition » a mis ce fait en exergue et la collection des cas de pénétration des militaires dans la sphère civile incitait à considérer, au-delà de l'armée, la société militaire et sa formation à Madagascar. Afin de saisir sa trajectoire historique, sans méconnaître la spécificité des « hommes en tenues », je ne me suis pas arrêté à l'ordre disciplinaire qui caractérise l'institution militaire : « Le monastère et l'armée ont été souvent identifiés comme les lieux d'invention du modèle disciplinaire¹. Ces institutions totales demandent la complète égalité de leurs membres, c'est-à-dire l'effacement de leurs particularités individuelles, pour la gestion optimale du groupe et le rationnement de ses besoins (pastorat) et pour la gestion d'individus identiques, soumis à une hiérarchie de commandement, ayant intériorisé les règles (discipline) ».

Tout en conservant le renvoi à l'institution totale, l'armée malgache sera ici appréhendée comme instrument de parti-

1. Emmanuel Taïeb, « Individuation et pouvoir politique. Une lecture de Foucault et d'Elias », *Labyrinthe*, 22 | 2005 (3), mis en ligne le 22 juillet 2008, URL : <http://labyrinthe.revues.org/1032>.

cipation² bureaucratique³, exerçant sa fonction pastorale au-delà du cadre militaire. Cette fonction n'est pas rattachée à un projet politique⁴ pur, du fait même des subjectivations⁵ multiples qu'y entretiennent les entrepreneurs militaires⁶. Cependant, en sortant du « monastère », en se sécularisant, les militaires concourent à un imaginaire, désigné, par un autre Foucault que celui de la discipline, comme hétérotopique⁷. Pierre Sabot⁸ remet du réel dans cette notion à travers la définition qu'il en donne : « L'hétérotopie désigne en quelque sorte le revers du discours, l'espace autre de la fiction, espace vide ou plutôt d'évidement de la représentation et de l'ordre des choses ».

L'hétérotopie sert ici à démonter l'utopie d'une société militaire imaginée à la fois continue dans l'histoire et disjointe de la monade malgache. Elle se défie de ces « lieux communs » et rend compte du déploiement d'une société militaire hors de ses murailles et à travers l'espace symbolique, imaginaire et réel, produit de l'histoire du

2. La bureaucratie néolibérale est un vecteur de discipline et de contrôle, et plus encore de production de l'indifférence sociale et politique. En procédant par le truchement des individus, la bureaucratisation ne vient pas « d'en haut », elle est un processus beaucoup plus large de « participation bureaucratique ». Voir Béatrice Hibou, *La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*, Paris : La Découverte, 2012, 223 p.

3. *Ibid.*

4. *Idem.*

5. Voir Emmanuel Taïeb, « Individuation et pouvoir politique, *op. cit.*

6. « Les entrepreneurs militaires et la démocratisation à Madagascar », séminaire de Juvence Ramasy, 26 février 2013.

7. Voir à partir des pages 26 et suivantes.

8. Philippe Sabot, « Langage, société et corps. Utopies et hétérotopies chez Michel Foucault. » *mf/materialifoucaultiani*, 2012, I (1), pp. 17-35. <http://www.materialifoucaultiani.org/fr/rivista/volume-i-numero-1.html>.

pouvoir et des religions⁹. Ainsi, « la circoncision devint un culte majeur de l'État du fait de la violence terrifiante avec laquelle l'armée merina tua, pilla et réduisit en esclavage.¹⁰ » La puissance du rite et les exercices de la prédation seront peu à peu refoulés dans l'espace « euphémisé » et invisible¹¹ de la bureaucratie à laquelle s'agglutine l'élite « martiale ». De même, l'embarras de la gouvernance criminelle en expansion est dissimulé par une soi-disant ethnographie¹² immanente¹³, focalisée sur la capitale, anhistorique et naturalisée des élites malgache. La notion wébérienne de « constellations d'intérêts » saisit l'hétérotopie militaire malgache, non comme un panthéon, mais plutôt comme une arène. Là, les acteurs martiaux, derrière un apparent état de suspension vis-à-vis de la société, déroulent une subversion plurielle de l'État. Cela contribue à sa criminalisation, au parasitage de l'économie et à la décomposition du social. A un niveau secondaire, on assistera aux luttes factionnelles traversant à la fois l'institution, globalement, et la corporation conflictuelle des officiers supérieurs. Plus que la critique des armes, la sphère bureaucratique offre aux néo-prétoriens ses espaces d'énonciation et de régulation temporaire pour pacifier leurs différends. Surtout, à une société militaire longtemps sclérosée et provincialiste, elle fournit l'accès

9. Laurent Berger, « Why Maurice Bloch's Work on 'Religion' Is Nothing Special but Is Central », *Anthropological Theory* 12(4), *Religion and Society : Advances in Research* 1 (2010): 14–18

10. *Ibid.*, p. 16

11. Béatrice Hibou, *La bureaucratisation du monde*, *op. cit.*

12. François Roubaud et Mireille Razafindrakoto, « Les élites à Madagascar : un essai de sociographie », 2014. Étude financée par la France.

13. Voir l'ironique et profonde notice (Les élites à Madagascar ?) de Jean-Pierre Domenichini, Membre titulaire de l'Académie Malgache, sur la « conférence à l'Institut Français de Madagascar, le mardi 5 janvier 2015, de François Roubaud et Mireille Razafindrakoto (par ordre de prise de parole) où ils ont présenté et résumé les résultats d'une grande enquête sur « Les élites à Madagascar ».

au marché et au système commodifié¹⁴ des biens mondiaux. C'est pour cela que l'institution militaire malgache, telle l'hydre de Lerne, engendre, de son corps, une multiplicité de figures, dont ce travail, pour quelques-unes, s'empare. Comme Protée, elle a le don de se métamorphoser et de renaître.

Différence et détours

Les armées sont généralement assimilées à la défense de la nation. Mais elles forment aussi des institutions totales au sens d'Erving Goffman¹⁵. Celles-ci possèdent leurs propres règles différenciées des principes communs régissant les citoyens. La corporéité militaire, par exemple, privilégie la représentation de la virilité et le costume de la fonction est son apanage. Ces marqueurs identifient les membres de l'institution dans son espace propre, mais aussi le corps entier aux yeux de la société. De même, la puissance politique de l'armée ne peut se déployer réellement en se claustrant dans le vase clos de ses codes internes. Elle se doit d'exister au monde¹⁶ de la société civile et de l'État. D'autant plus que les systèmes militaires et guerriers exercent une influence déterminante dans la formation¹⁷ de l'État. Encore aujourd'hui ils s'insinuent dans les trois pouvoirs de la

14. Adam Sneyd, PhD, « Commodity Politics : The Global Resource Rout and Development in Africa », Department of Political Science & International Development Studies, University of Guelph, 30 mars 2016.

15. Erving Goffman, « Characteristics of Total Institutions », in *Symposium on Preventive and Social Psychiatry*, Washington D.C., Walter Reed Army Institute of Research, 1958.

16. Au sens de Weber.

17. Charles Tilly, *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton University Press, 1975, 711 p.

démocratie pour assurer l'intégrité de l'institution martiale. C'est le cas dans les régimes démocratiques achevés comme les États-Unis où la position du Congrès et du président, sur la reconnaissance de l'homosexualité dans l'armée, par exemple, a été subordonnée à l'évolution de la position de la haute hiérarchie militaire. De même, la justice militaire, s'agissant de la lutte contre le terrorisme, s'est affranchie de la supériorité de la justice civile, gardienne des principes fondamentaux de l'Amérique.

En Egypte, dans un autre registre, l'armée ne laisse le pouvoir que pour mieux y revenir, élue, mais sans jamais avoir abandonné son empire industriel¹⁸, son noyautage de l'administration et des entreprises publiques, renoncé à ses clubs pour officiers et à leurs cités de logements bien équipés. Cette emprise s'est consolidée avec l'ouverture économique du pays et la confirmation des militaires dans leur rôle national de gestionnaires. Mais, déjà en 1962, Anouar Abdel-Malek qualifiait son pays de « société militaire »¹⁹. Nasser lui avait donné quelques clés en déclarant « nous ne voulons pas de politiciens dans l'armée, l'armée comme un tout représente une force à l'intérieur du processus politique national²⁰ ».

Les élites militaires malgaches ne s'installent pas comme les officiers égyptiens, selon l'expression de Yezid Sayigh²¹, « au-dessus de l'État ». Elles ne possèdent d'ailleurs pas le réseau économique et les positions institutionnelles et occultes de leurs homologues des bords du Nil dans le

18. Yezid Sayigh, « Above the State, The Officers' Republic in Egypt », Carnegie Endowment for International Peace Publications Department, NW, août 2012.

19. Anouar Abdel-Malek, *Egypte : Société militaire*, Éditions du Seuil, Paris, 1962.

20. Anouar Abdel-Malek, *Egypte : Société militaire*, *op. cit.*, p. 330.

21. Yezid Sayigh, « Above the State, The Officers' Republic in Egypt », *op. cit.*

champ politique et dans l'espace économique. Pourtant le système militaire malgache joue un rôle décisif face à la société dans ses tentatives de changement, et cela dès l'indépendance. Il a participé bien sûr à l'édification de la souveraineté royale précoloniale comme à la gestion de l'État postcolonial. Cette posture ancienne, complexe, ambiguë, se renouvelle encore, lors des (difficiles et coûteuses) phases de transition démocratique, qui se succèdent depuis le début des années 1990.

Au rythme des cycles démocratiques en Afrique et de leurs cahots, le thème militaire sera examiné sous l'angle de la faiblesse de l'État et des situations dites de post-conflit. Madagascar, après la crise de 2002 et l'affrontement larvé entre factions militaires alliées à des camps politiques, aurait pu se lancer dans la réforme du secteur de sa sécurité (RSS)²². C'est d'ailleurs d'une façon latente ce que le vainqueur électoral de 2002, Ravalomanana, bénéficiant d'un relatif retour à l'ordre public et social, a essayé de mener à sa manière. On peut valablement considérer que la révolte militaire, qui s'associe à Rajoelina pour le renverser en 2009, découle des quelques limites que le président, réélu pourtant en 2006, a posées au tandem des élites martiales et de l'oligarchie malgache.

L'appareil militaire malgache, malgré les épisodes électoraux et les phases de libéralisme économique que connaît le pays, échappera donc à une restructuration en profondeur conduite par l'expertise extérieure et soutenue par les financements des bailleurs de fonds. Il est vrai qu'il ne se délite pas complètement en ligues ethniques ou ne suscite pas encore des désinences miliciennes menées par des seigneurs de guerre. Il est d'ailleurs quasi-absent de la littérature sur les thèmes de la réforme du secteur de la

22. Terrence Lyons, « Post-Conflict Elections and the Process of Demilitarizing Politics : The Role of Electoral Administration », *Democratization* 11.3, 2004, p. 36-62.

sécurité (RSS), du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion des combattants (DDR) et des relations civilo-militaires. Sans, à contrario, qu'on lui concède un ethos démocratique singulier ou une haute qualité professionnelle²³. L'explication de l'instabilité de l'armée malgache, qui va de l'entrisme politique aux mutineries contenues, serait la faiblesse de l'État. Celle-ci appellerait la surenchère aux promotions des gradés et les manifestations de colère de la troupe.

Plus vraisemblablement, on rencontre à Madagascar une fragmentation de la souveraineté, différente de la pseudo théorie des États en faillite, qui concerne non seulement la gouvernementalité, mais l'armée elle-même. L'effritement insulaire des signes de la puissance publique et de la domination étatique insinue l'insécurité comme régime de fonctionnement de la société. D'un côté, cette situation suggère un gouvernement civil à distance et des instruments bureaucratiques inaptes, de l'autre, elle investit l'armée de l'hégémon réinventé de la force publique (en dépit de sa déficience). Elle s'établirait ainsi comme le seul recours de la nation, malgré le démenti de ses moyens de savoir et d'agir.

La carence de l'armée malgache, si elle doit répondre somme toute à la déficience du gouvernement, le fait d'une autre place, celle de l'ailleurs institutionnel, en position hétérotopique. Si à l'État fragile coïncide une figure dégradée du soldat, celle-ci s'affirme pourtant distincte de l'appareil du pouvoir, tout en l'habitant, sous d'autres oripeaux. La société malgache contemporaine, malmenée d'abord par un marxisme rétrograde, suivi de rudes mises à niveau libérales, à l'instigation des institutions de Bretton Woods, cherche en effet dans l'armée une limite (ultime ?) à l'anomie du

23. Oliver Jütersonke et Moncef Kartas, « Ethos of Exploitation, Insecurity and Predation in Madagascar », *Small Arms Survey* 2011.

système politique. L'absence de solidarité entre les régions, les disparités des classes sociales, le déchainement de la capture des rentes depuis des décennies, l'usure des religions, donnent à la hiérarchie « martiale » une fonction imaginaire de rétablissement de l'ordre cosmogonique peut-être plus indispensable que l'ordre public. Les forces malgaches de sécurité en évitant la saisie directe et unilatérale du pouvoir parviennent de plus à ne pas paraître résolument anti-démocratiques.

Le désordre social et politique de l'île rouge, la décrépitude de son armée contrastent fortement avec l'ordre nouveau de l'Indonésie ou l'autoritarisme des généraux birmans. Cependant, sans formalisation équivalente de sa mission, l'armée malgache partage avec celle de l'Indonésie le caractère d'institution sociale totale qui intervient dans les champs de l'idéologie, du politique, du religieux, de l'économique et de la culture. Les généraux malgaches se veulent multidimensionnels²⁴ : éducateurs sociaux, dignitaires protestants, militants du catholicisme, respectables frères maçons, etc. Ils sont les locuteurs socio-politiques majeurs d'un magistère sacré. Le système militaire double ainsi la hiérarchie politique et administrative, réduite souvent aux ministères, s'y insère ou la modèle²⁵. Mais, plus que cela, la société militaire offre à un pays désarticulé, à une population paupérisée et inquiète de la perte de sa singularité ce que Nils Ole Bubandt²⁶ nomme une sécurité ontologique. Il rappelle, en s'appuyant sur le cas indonésien, comment la sécurité

24. Origine régionale, sociale, formation professionnelle, alliance matrimoniale, protection internationale, membres de clubs privés, obéissance maçonnique, réseaux sportifs, arts martiaux, et bien sûr affiliations religieuses et politiques.

25. Nils Ole Bubandt, *Vernacular Security: Governmentality, Traditionality and Ontological (in) Security in Indonesia*, *DIIS Working Paper n° 2004/24*, Research Council for the Social Sciences in Denmark, 17 p.

26. *Ibid.*

est une notion discursive et un concept adaptable. Devant la déshérence de la gouvernementalité, l'armée met à disposition une hétérotopie fournissant une alternative imaginaire à la réalité de l'insécurité. L'origine royale et indigène de l'institution militaire actualise la tradition d'un compromis social, bien confortable pour subsumer la modernité de la prédation et la décomposition des mécanismes sociétaux, caractères de l'État patrimonial.

Pourtant cette noblesse d'épée, plus fragile en apparence que dans d'autres pays, exerce, par sa faction dominante, son influence sur l'État, l'économie et la société. Sa « modestie » masque sans doute son enracinement profond dans la bureaucratie du pouvoir, qui elle-même, voile sous ses grades et procédures, son rôle politique et économique décisionnel. Cependant en matière de déploiement technobureaucratique, l'armée malgache ne peut pas revendiquer le capital nationaliste, organisationnel et proprement militaire de l'armée égyptienne, par exemple. Plus proche pourtant du point de vue géographique et historique, elle fait pâle figure en comparaison des dignitaires militaires mozambicains, à la fois anciens guérilleros marxistes et indépendantistes. Leurs pairs de l'autre côté du canal du Mozambique sont en effet aujourd'hui les partenaires économiques obligés des investisseurs étrangers, des mines à la pêche au thon, à laquelle les chantiers navals français déprimés fournissent chalutiers et patrouilleurs. C'est à Maputo plus qu'à Antananarivo, qu'un candidat gagne l'élection présidentielle grâce au soutien des forces de sécurité et que des pans entiers de l'institution militaire se sont érigés agents d'un capitalisme rentier allié à l'étranger.

Mais, derrière ses actuelles insuffisances, la société militaire n'aura-t-elle pas contribué davantage à la formation de l'État à Madagascar, sous ses différentes formes, que les deux autres entités précitées (armées égyptiennes et mozambicaines)? En effet, les forces armées du royaume

merina, comme les soldats indigènes enrôlés et supplétifs de l'empire colonial, participent, ainsi que le résume Charles Tilly²⁷, à ce processus de la guerre qui façonne les États. Ce sont les troupes royales, instaurant une structure de gouvernement territorial, qui portent les frontières²⁸ du royaume merina, des rizières des hauts plateaux jusqu'à la mer, en dépit de la résistance des autres groupes politiques, ethniques et sociaux. Plus récemment, sous le régime de la Haute Autorité de la Transition (HAT), les hommes forts de l'institution militaire, associés à la multiplication des trafics et à l'expansion du banditisme armé, contribuent aussi à cette forme de gouvernementalité criminelle qui nervure un type d'États contemporains²⁹.

Le militarisme malgache actuel n'est pas foncièrement guerrier. Il ressemblerait davantage à ce que décrit Marielle Debos³⁰ comme un « gouvernement de l'entre-guerres », une phase de ni guerre ni paix qui ménage un entre-deux de la violence larvée et de l'accumulation des richesses et du pouvoir. La spécificité malgache tient à son écosystème politique et historique contemporain sans batailles réelles ni véritables hommes en armes. Plutôt que de mener à leur terme séditions et désertions militaires, alliances et divergences miliciennes³¹, les hommes en uniformes de Madagascar fomentent furtivement une dynamique de coercition vis-à-vis

27. Charles Tilly, *The Formation of National States in Western Europe*, op. cit., p. 42.

28. Samuel E. Finer, « State-Building, State Boundaries, and Border Control », *Social Science Information*, 1974, vol. 13/ 4-5, p. 104-106.

29. Charles Tilly, *War Making and State Making as Organized Crime*, p. 170.

30. Marielle Debos, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala, 2013, 256 p.

31. Voir Marielle Debos, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, op. cit, chapitre V, La milicianisation des forces régulières.

de la société et de l'État, mais sans monopole de la violence et sans distinction affirmée entre l'action publique et leurs intérêts propres. Plutôt que de « vivre des armes aux portes de l'État³² », ils déposent « leurs métaux » et s'initient aux arcanes du politique et de l'administration qu'ils influencent, pénètrent, voire, rationalisent et modernisent. La gestion axée sur les résultats (GAR), que les agences multilatérales de coopération réclament, dispose (sans qu'elles le sachent) de vecteurs militaires à tous les niveaux de la bureaucratie malgache. Leur intervention dans l'administration civile reste cependant stérile pour la réforme profonde des politiques publiques, à commencer par celle de l'armée elle-même. Les positions qu'occupent les gradés dans la bureaucratie leur importent (comme dans leur propre métier) plus que les changements que l'on attend d'eux.

Le démantèlement du monopole de la violence observé à Madagascar se rapproche des formes de la domination postcoloniale que l'on observe sur le continent africain. Cet exercice fait recours à un chaos ordonné, plongeant la population dans un climat de peur, la laissant à la merci de la violence de l'État ou de son absence³³. Dans certaines situations, Andreas Mehler³⁴ le rappelle, l'économie politique des mutineries ou des séditions, plutôt que d'affaiblir immédiatement l'armée, sape en premier lieu le fonctionnement de l'État à travers l'insécurité ambiante et soumet la société au choix de ses bourreaux. La déroute financière de l'administration civile provoque aussi, en retour, le mécontentement des militaires, en sus des affiliations ethniques, partisans ou clientélistes de la troupe.

32. Marielle Debos, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, *op. cit.*, chapitre VI.

33. Andreas Mehler, « The Production of Insecurity by African Security Forces: Insights from Liberia and the Central African Republic », GIGA Research Programme : Violence and Security, n° 114, novembre 2009.

34. Andreas Mehler, « The Production of Insecurity... », *op. cit.*

Dans le cas malgache, l'État n'est pas confronté, comme dans d'autres pays, à une partition binaire entre loyalistes et insurgés, l'armée ne cède pas avec complaisance à une dynamique de la soldatesque pillant et violentant les civils. De même, les élites ne s'opposent pas frontalement aux gouvernements élus par le truchement des forces de sécurité, comme en République Centrafricaine depuis la fin de l'empire de Bokassa³⁵. Sans doute parce que les armes ne sont pas le métier principal des chefs militaires malgaches dont les compétences professionnelles sont aussi souvent civiles.

Dans l'île, l'agenda de l'élite militaire comporte interrogations et alternatives. Plutôt que la conquête du pouvoir, la complicité avec le désordre n'est-elle pas la meilleure voie pour peser sur l'État et contenter l'opinion publique par des rodomontades ? Quelques rumeurs de coup d'État ou une unité retranchée dans son cantonnement épargnent plusieurs nuits de règlements de comptes et d'exactions. La sécurité et l'insécurité se trouvent associées comme modèle politique et sociétal. Cela confère aux chefs militaires autorité dans le corps social, car leur comportement, sur les deux registres, induit une incorporelle normalisation du désordre. L'usage de la loi martiale ou du règlement militaire est quasiment impensable. Il est plus aisé de manipuler l'ordre constitutionnel ou de tordre les dispositions de la loi de finances. Le réarmement symbolique de l'autorité militaire et l'amoindrissement de la violence des soldats circonscrivent le rejet des hommes en armes. L'institution délaisse la question sociétale et se renferme dans une revendication catégorielle, momentanée, spontanée, détachée de ses propres problèmes structurels. Ainsi la contestation de la hiérarchie militaire et de l'impéritie gouvernementale s'exerce sans débordements massifs des

35. Human Rights Watch: « Central African Republic: State of Anarchy. Rebellion and Abuses against Civilians », septembre 2007.

soldats ni agressions répétées sur les civils. Cette gestion malgache tempérée « des abus et des rébellions »³⁶ par les hommes en uniformes doit en partie à l'isolement insulaire. A la différence du Tchad, du Libéria ou de la RCA, il n'y a pas dans cette partie de l'Océan indien de transhumances transfrontalières de rebelles, de déserteurs et de mercenaires susceptibles de hausser encore plus le degré de la violence de la guerre civile que mènent, dans beaucoup de pays du monde, les forces dites de sécurité³⁷.

L'autre particularité de l'armée malgache que j'essaierai de développer tient à son rapport avec l'État. Dans beaucoup de pays africains, les officiers prennent la tête de l'État par la force. A Madagascar, si la hiérarchie militaire reçoit de manière récurrente le pouvoir, elle ne tarde pas à le « civiliser ». Soit l'armée, consciente de sa faiblesse politique, comme avec Ramanantsoa, puis Ratsiraka, partage d'elle-même le pouvoir avec les civils et se revêt des oripeaux des partis politiques. Soit elle restitue l'État aux élites civiles et partisans, se faisant gardienne de l'ordre social et protectrice de la nation. Dans la période récente de la Haute Autorité de Transition, le rapport entre le pouvoir gouvernemental et l'armée, hors la dimension de puissance militaire de la Turquie, n'est pas sans comparaison avec le *Derain Dêvêt* ou État « profond »³⁸.

Dans cette forme d'agencement du pouvoir et de la société politique, l'armée n'est pas au-dessus de l'État, elle y participe dans des registres pluriels : parallèle, officiel,

36. Human Rights Watch, *op. cit.*

37. Andreas Mehler, «The Production of Insecurity...», *op. cit.*

38. Voir M. Gunter « Proposals for a Solution: Taming Turkey's Deep State », papier préparé pour la Conférence « Kurds in Turkey: Main Requirements for a Peace Process », 2007, sponsorisée par la Heinrich Boll Foundation, Diyarbakir, Turquie. Voir aussi Kaya S., 2009, « The Rise and the Decline of the Turkish "Deep State": The Ergenekon Case », *Insight Turkey*, vol. 11, n° 4, pp. 99-113.

et souterrain. L'État postcolonial malgache associe pour sa part attributs autoritaires, coercitifs et bureaucratiques³⁹ qui doivent beaucoup bien sûr à la gouvernementalité administrative coloniale, mais aussi à sa gémellité avec le système militaire. Il ne s'agit pas ici de mentionner seulement les aspects troubles et criminels de l'État profond, mais, encore une fois, en gardant la mesure de la référence au système militaire de la Turquie, de ne pas exclure que l'armée malgache participe à un bloc historique à la Gramsci. En l'occurrence, il s'agirait d'une hégémonie de bureau plutôt que de classe : « Face à une société marquée par l'accentuation des inégalités sociales, l'armée, seul groupe national possédant une cohésion institutionnelle indéniable et une autorité rarement discutée, procure, semble-t-il, une hégémonie bureaucratique de substitution ». C'est-à-dire « une organisation du consentement de différentes couches sociales autour d'un projet national », lorsque les conflits sociopolitiques viennent à menacer l'ordre interne ou la stabilité, sinon l'existence du système global. Ce rôle régulateur fait toutefois de l'organisation martiale non pas un arbitre ou un pouvoir modérateur, mais bien une des « instances dirigeantes du système politico-étatique ayant un droit de regard légitime dans la gestion du pays⁴⁰ ». Ce propos sur la Turquie paraît bien s'appliquer à l'armée malgache, moins soucieuse de se saisir du pouvoir que de contrôler et l'État et la société, avec distance, inertie, inexpérience et divergences.

De ce fait, l'ancrage dans l'État n'interdit pas les oscillations idéologiques et pratiques des officiers supérieurs au gré des phases de transformation de leur pays. En effet, à la différence de l'armée turque, les alliances extérieures de

39. A. Mafeje, 2002, « Democracy in Africa : Agenda for the Future », Nairobi, Heinrich Böll Foundation and Mazingira Institute, www.eldis.org, p. 7.

40. Levent Ünsaldi, *Le militaire et le politique en Turquie*, L'Harmattan, 2005.

l'appareil militaire malgache se sont modifiées sensiblement dans le temps court de la postindépendance. L'armée malgache passera donc au gré des engouements des responsables politiques du pays, d'une assistance militaire israélienne et française avec Tsiranana à une garde présidentielle nord-coréenne avant de retrouver une coopération avec la France de l'Océan indien, jouxtant pourtant des relations fortes avec la Chine. Nombre de généraux et de policiers de haut rang ont suivi ces dernières années des formations aux États-Unis et n'ont pas échappé aux séminaires et ateliers sur le maintien de la paix, bien que leur pays ne participe jamais à ce type d'opérations extérieures.

Au soviétisme de Ratsiraka I^{er} succèdera l'ajustement structurel des institutions de Bretton Woods, dès le milieu des années 1980, puis le libéralisme nationaliste de Ravalomanana, qui lui-même induit le greffon fatal et hybride de la transition des années 2009-2013 où l'illégal des trafics se combine avec le laxisme fiscal-douanier vis-à-vis des opérateurs économiques, indo-pakistanaï en particulier. Les officiers supérieurs collaborent à ces différents modes de gestion du capitalisme, du marché et de la relation avec les partenaires extérieurs. Là aussi, cette instabilité se rencontre dans d'autres pays, où l'armée à travers sa participation oriente et subit à la fois la régulation et l'évolution marginale du modèle bureaucratique. C'est d'ailleurs par le véhicule de la gestion et de la gouvernance et non par les chars, qu'elle s'unit à l'oligarchie⁴¹. Alain Rouquié⁴² a décrit l'armée argentine comme capable de cautionner le « développementalisme » un temps, et de privilégier ensuite le style britannique d'organisation militaire et de parlementarisme. Sur la même période, les officiers français, anciens de l'OAS, formeront les unités spéciales argentines

41. Alain Rouquié, *Pouvoir militaire et société politique en République argentine*, Presses de Sciences Po, 1978.

42. *Ibid.*

à la torture et à la contre-insurrection⁴³. Cela n'empêchera pas l'État-major de se rallier, dans une phase d'ouverture (et suite aux cuisants échecs des Malouines), à l'ultra-libéralisme inhérent à une alliance sécuritaire avec les États-Unis d'Amérique.

En dépit de sa plasticité et de ses détours, similaires souvent à d'autres configurations nationales, l'armée malgache contemporaine, peut-être plus qu'aucune autre armée de l'ex-empire français, appartient certainement au complexe postcolonial étatique et militaire tel que l'a défini Patrice Yengo : « L'armée, institution de gestion de l'État postcolonial, n'a pas vocation de faire la guerre. Conformément à cette fonction, les forces armées assument les tâches les plus délicates de la répression »⁴⁴. Mais, en dépit de cette violence intrinsèque antipopulaire, l'armée malgache se révèle aussi le vecteur incontournable du mode de production étatique national. Non pas comme parti militaire au sens strict. Elle s'imbrique d'abord à l'organisation rationnelle de la souveraineté royale précoloniale et de la conquête spatiale de l'île, comme elle s'insinue aujourd'hui dans la gouvernance criminelle de l'insécurité, de l'illicite et des trafics des rentes. Si se dessine une trajectoire martiale malgache, empruntant par nombre d'aspects à l'économie politique patrimoniale, l'armée recèle cependant des aspects spécifiques : la distribution des rôles par rapport au politique, à la bureaucratie et au civil. La formulation des narrations avec la revendication d'un éthos militaire ancestral et une invocation de la nation bafouée par le colonisateur donne également au fusil un rôle central dans le récit national. La narration épique, quand elle est actualisée avec la France comme menace de l'intégrité nationale, décriée pour sa

43. *Ibid.*

44. Patrice Yengo, *La guerre civile du Congo Brazzaville, 1993-2002*, Karthala, 2006, p. 311.

convoitise pour les « îles éparses »⁴⁵, va restaurer des énoncés originels et liés à la grandeur des hommes en armes. Ces derniers fabriquent également à travers leurs écarts et leurs détours une grammaire politique spécifique.

La formation d'un entre-deux

Les discours de la « grande muette » de l'île, comme ses différences par rapport aux situations évoquées en d'autres nations, la placent, d'une certaine façon, « ailleurs ». Non pas strictement comme une force d'appoint de l'oligarchie économique, mais plutôt comme une agence informelle de mutations réversibles et une instance de transformation, sans rupture des alliances sociales dominantes. Il n'existe pas d'autoritarisme spécifiquement martial, pas même une forme de bonapartisme, mais une délégation (provisoire, partielle, particulière) au militaire d'une grande autorité politique. Cela est illustré par l'amiral Ratsiraka, d'abord porté à la tête de l'État par une junte, elle-même sollicitée auparavant par le premier président élu (Tsiranana). Ratsiraka se retrouve désavoué, lors de la première transition démocratique au début des années 1990, par de longues grèves et manifestations, et perd ensuite les

45. L'origine de la brouille remonte à 1960, lorsqu'en juin, alors que Madagascar prend son indépendance, les îles Eparses, elles, restent françaises. Une décision prise en vertu d'un décret adopté trois mois plus tôt. Au début des années 1970, le président Ratsiraka revendique la souveraineté des autres îles. Puis, en 1979, les Nations-Unies, à travers une résolution, invitent la France à restituer ces îles à la Grande île. Une demande restée vaine. Pourtant, la question dite des « îles malgaches » était encore, en avril 2014, à l'ordre du jour, lors de la session de l'Assemblée générale de l'ONU, mais elle est à chaque fois reportée à l'année suivante. <http://www.afrik.com/iles-eparses-un-contentieux-vieux-de-40-ans-entre-la-france-et-madagascar>.

élections concurrentielles devant son challenger, Zafy. Il finit, après l'empêchement de Zafy, par être réélu président, pour ensuite être de nouveau battu par Marc Ravalomanana au début des années 2000. S'ensuit un conflit interne où les militaires prennent parti, mais sans que cela se transforme en de véritables batailles des camps en présence. Il s'agit plus d'une montée des tensions, avec, à la fin, un réaménagement approximatif des lignes de force et une affiliation nébuleuse de la hiérarchie au pouvoir civil élu. Il est vrai que, tant du côté du commandement que des rangs, il n'y a pas, à Madagascar, le chevauchement et le gisement latent de renversements entre ex-loyalistes, miliciens, ex-mutins, ex-libérateurs, qui se rencontrent par exemple dans le bassin de crise tchado-soudanais⁴⁶. Cependant, il est récurrent, depuis l'Indépendance, que des affrontements, parfois lourds en pertes humaines, opposent les différents segments des forces de sécurité, corps spécialisés-armée régulière, gendarmes et militaires, gendarmes et policiers, etc.

En ce qui concerne l'organisation interne des forces de sécurité, Ratsiraka, à partir de 1975, entreprend de déstructurer l'armée. Dans le même temps, il subordonne intellectuels et politiques à travers le « Conseil Suprême de la Révolution »⁴⁷, opposé aux forces obscurantistes,

46. Voir : Marielle Debos, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, op.cit.

47. « Le 15 janvier 1982, un remaniement ministériel se solde par le limogeage du ministre de l'économie et du commerce, et du ministre des finances et du plan, tous deux de tendance libérale, et ayant réussi à obtenir la confiance du FMI. Une dizaine de jours plus tard, le chef de l'État fait la révélation d'un complot qui viendrait d'être déjoué. Voici un extrait de son discours : « Un ecclésiaste a fait faire des *ody gasy* d'autoprotection et a acheté un *mpimasy* (sorcier) afin d'éliminer et moi et les CSR [Conseil Suprême de la Révolution] et les ministres ! C'est étonnant, mais il a utilisé les services d'un *mpimasy* afin de faire tomber la foudre sur les maisons de plusieurs membres du gouvernement ! » Cité par Thomas Mouzard, *Territoire, trajectoire, réseau, Créativité*

amalgamant opposants, dissidents, religieux et sorciers. Les généraux et les colonels sont transférés dans les fonctions gouvernementales, bureaucratiques et entrepreneuriales, s'intégrant ainsi à une noblesse de cour étatique, parasitant l'aristocratie héritée des anciens royaumes précoloniaux. En Ethiopie à la même époque, à la différence de l'amiral rouge, le négus rouge, Mengistu, lui, va créer une des armées les plus puissantes de sa région, tout en organisant un contrôle politique impitoyable à la base. Dans le cas malgache, c'est au sommet que se forme et se reproduit l'élite militaire, associée à l'État et à une strate de responsables politiques, dénués de véritables soutiens dans le pays et de légitimité dans les terroirs.

Mais il manque à ces hommes en uniformes, ni soldats de la révolution, ni véritables néo-prétoriens, la syntaxe du pouvoir régalien, un langage étatique⁴⁸ qui aurait un signifié et un signifiant. Du côté du signifiant, le réel pouvoir d'État exigerait le contrôle souverain du territoire par des forces de sécurité présentes, permanentes et visibles ; la maîtrise et la connaissance chiffrée de la population ; et enfin la gestion de cette population pour sa reproduction et son amélioration, ce que l'on a appelé le biopouvoir. La dérive actuelle du désordre malgache ne fait que manifester l'héritage de la période de Ratsiraka. Il révolutionne et déconstruit le contrôle social postcolonial par le marxisme qui reste superficiel dans une nation d'églises et d'ancêtres. L'armée est déjà acculée à tenter quelques opérations de police sans succès et limitées aux régions de banditisme rural.

Du côté du signifié, la loi et le régime légal devraient être institutionnalisés en principe à travers la manifestation de la puissance publique. Celle-ci est matérialisée par des

rituelle populaire, identification et État postcolonial, (Une triple étude de cas malgache), op. cit., p. 303.

48. Thomas Blom Hansen, Finn Stepputat, *States of Imagination : Ethnographic Explorations of the Postcolonial State*, Duke University Press, nov. 21, 2001, 423 p.

signes permanents et visibles comme les monuments, les uniformes, les signaux routiers, etc. L'inscription de l'État dans les pratiques matérielles, les paysages et les espaces finit pourtant par s'estomper. Les militaires, redoutant les campagnes et les rizières, nichant, paupérisés dans les casernes coloniales, ne dispensent plus la parole universelle et progressiste de l'État. Loin de cette bataille perdue, les officiers s'affichent hautement « civilisés », occidentalisés et fonctionnaires, consubstantiels en apparence au reste de la bureaucratie malgache. Si loin des campagnes, des paysans, des terroirs et des croyances.

Le coup d'État de 2009, scruté dans les chapitres suivants, traduit fortement l'incapacité de l'armée de se saisir du sceptre et de proposer une voie radicale au peuple. Il n'est qu'une répétition de la césure avortée de 1972⁴⁹ : « Tsiranana est contraint d'abandonner tous les pouvoirs qu'il détient en tant que chef de l'Exécutif au Général de Division Gabriel Ramanantsoa. Commence alors sous l'autorité de ce dernier la première expérience malgache de gouvernement militaire, qui ne tient en rien du coup d'État ou de la dictature, mais qui consiste à s'accorder une pause de cinq ans maximum pour instaurer la deuxième république “dans un esprit démocratique” (référence : article 4 de la Constitution provisoire) ». Pourtant écrit Althabe, cité par Thomas Mouzard, « ce régime contrôlé par les officiers qui se révéleront de tendance nationaliste ne réussira pas à s'imposer, non seulement après avoir brisé les politiciens de l'ancien régime, mais surtout l'amorce de pouvoir populaire qui avait surgi des manifestations de rue »⁵⁰.

49. Thomas Mouzard, *Territoire, trajectoire, réseau, Créativité rituelle populaire, identification et État postcolonial, (Une triple étude de cas malgache)*, op. cit.

50. Gérard Althabe, « Les luttes sociales à Tananarive en 1972 », *Cahiers d'Études Africaines* 80 (XX), 1980, pp. 407-47.

L'armée succède, en 1972, à une République pour en instaurer une autre, incapable de se projeter comme puissance politique et réellement révolutionnaire, sans doute parce que le régime militaire reconduit le pouvoir d'une bourgeoisie aristocratique alliée à l'État national. Le véritable bénéficiaire de ces bouleversements, de la révolution de Ratsiraka à la transition de Rajoelina, s'avèrera la structure bureaucratique d'État, foyer d'une statocratie reposant sur l'administration en conjonction avec l'institution militaire et les intérêts économiques les plus agissants.

Sans doute, sa polyarchie freine l'armée dans l'exercice direct des responsabilités. Cependant la confiscation militaire du pouvoir politique accélérerait sans doute sa segmentation avec la fin de la coexistence des factions qui la composent. A travers leur externalisation, les officiers introduits dans la bureaucratie civile, éprouvent aussi ses résistances et apprennent à ménager des alliances avec les technocrates, une forme d'élite concurrente, redoutable, même sans armes. Les forces de sécurité ne se situent pas au-delà du monde au sens wébérien, mais sans doute dans un rapport intramondain à la société et à l'État. Elles participent pourtant d'une autre topique par leur autonomie institutionnelle, une historicité (reconstruite, certes) et une revendication de neutralité. Cet univers particulier et singulier de l'armée renvoie à l'hétérotopie, sachant que nombre d'autres institutions comme la prison, l'asile, le musée, partagent la réalité de leurs normes institutionnelles, comme l'exclusion de ceux qui n'en sont pas membres, mais aussi l'aspiration à une forme immatérielle de supériorité : la rédemption du prisonnier, la culture du musée, etc. L'institution malgache de l'armée, représentation d'un État qui la subsume, pour partie en raison de sa débilité polémologique intrinsèque, n'est-elle pas finalement une hétérotopie au sein de la topique insulaire, elle-même productrice d'un syndrome militaire singulier ?